



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

EMBARGO

Le contenu de ce document et le rapport y afférent ne doivent pas être cités ou résumés dans les médias imprimés, audiovisuels, électroniques ou sociaux avant le

9 octobre 2026 à 9h00 GMT
(5h00 à New York, 11h00 à Genève)

UNCTAD/PRESS/PR/2026/012

Original : anglais

"Traduction non officielle. En cas de divergence, la version anglaise prévaut"

Rapport sur le commerce et le développement 2026 de la CNUCED :

La croissance mondiale ralentit à 2,6 % et les écarts se creusent entre les régions en développement

- Le commerce devrait croître de 4 % en 2026.
- La croissance des économies en développement devrait ralentir pour s'établir à 4 % en 2026 ; celles-ci sont toutefois confrontées à des défis majeurs, notamment de nouveaux obstacles technologiques et politiques.
- La plupart des économies asiatiques font preuve d'une résilience remarquable et d'une croissance dynamique.
- L'IA est un moteur essentiel du dynamisme du commerce mondial, mais les gains sont extrêmement concentrés.
- Des puissances intermédiaires du Sud global soutiennent l'intégration régionale et sectorielle.

Genève, 9 octobre 2026 – Le « **Rapport sur le commerce et le développement 2026 : la géoéconomie du développement** » de la CNUCED, présenté aujourd'hui à Genève, prévoit une croissance mondiale de 2,6 % pour 2026, contre 2,9 % l'année dernière, alors même que le commerce des biens et des services devrait progresser d'environ 4 % à prix constants. Les économies en développement devraient enregistrer une croissance de 4 % cette année, contre 4,7 % en 2025.

Le commerce mondial a atteint un niveau record de \$35 trillions en 2025. En 2026, la valeur des flux commerciaux a continué de s'accroître même si cela reflète principalement la hausse des prix des biens, plutôt que les volumes. La carte du commerce mondial est en mutation : les échanges entre la Chine et les États-Unis ont reculé de plus de 20 % depuis 2024, tandis que l'Asie de l'Est a développé ses échanges à la fois avec la Chine et l'Amérique du Nord. Les contrôles à l'exportation, le filtrage des investissements et les conditions imposées aux chaînes d'approvisionnement rendent l'accès aux secteurs stratégiques plus difficile pour les nouveaux entrants.

Contacts :

Communications et relations extérieures de la CNUCED, Cabinet du Secrétaire général
Marcelo Risi | +41 76 691 18 74 (WhatsApp) | marcelo.risi@unctad.org
unctadpress@unctad.org | <https://unctad.org/media-centre>
Pour nous rejoindre, prière de vous enregistrer [ici](#)

Le rapport phare de la CNUCED constate que les gouvernements recourent de plus en plus aux politiques industrielles, commerciales, financières et technologiques pour atteindre des objectifs économiques et de sécurité nationale. L'accès aux marchés et la capacité à se positionner dans des activités à plus forte valeur ajoutée dépendent désormais davantage de la technologie, du financement et de la géopolitique.

L'Asie en tête, mais la voie du rattrapage se rétrécit

L'Asie devrait contribuer à 59 % de la croissance mondiale en 2026, notamment grâce à des taux de croissance de 7,3 % en Inde, 5,2 % en Indonésie et 4,5 % en Chine. D'autres économies asiatiques devraient enregistrer une croissance élevée cette année, notamment le Kirghizistan (8.8%), la Mongolie (7%), le Tadjikistan (6.6%), l'Ouzbékistan (7.9) et le Viet Nam (7.8%).

Quelques économies asiatiques en développement continuent de réduire l'écart de revenu avec les pays avancés, tandis que la convergence s'est interrompue dans la majeure partie du monde en développement depuis le milieu des années 2010. La trajectoire industrielle qui a alimenté une grande partie de l'essor de l'Asie devient plus difficile à suivre pour les autres.

L'Asie de l'Est est au cœur de l'essor des semi-conducteurs et du matériel informatique de pointe. Les produits liés à l'IA sont désormais le principal moteur du commerce de marchandises. Dans l'étude de cas d'un serveur de pointe dédié à l'IA présentée dans le rapport, les données montrent que les bénéfices après impôts représentent 68 % de la valeur ajoutée retracée, tandis que les travailleurs reçoivent moins de 15 %. La croissance du commerce lié à l'IA ne se traduit pas automatiquement par des gains de développement largement partagés.

Une spécialisation accrue est nécessaire pour accéder aux gains des chaînes de valeur mondiales

Selon les données pour la période 2020–2025, les économies développées captent environ 70 % de la valeur des projets d'investissements étrangers annoncés dans des secteurs stratégiques à forte valeur ajoutée, notamment les semi-conducteurs, les technologies de la transition énergétique et les infrastructures de l'IA. Les économies en développement ne sont en tête que dans les minerais critiques et les matériaux stratégiques, avec 60 % des nouveaux investissements étrangers directs dans cette catégorie. Le rapport constate que l'Afrique extrait la majeure partie du cobalt mondial mais conserve moins de 1 % de la valeur dans les chaînes d'approvisionnement vertes.

Le choc énergétique et l'instabilité financière mettent l'économie mondiale à rude épreuve

Le conflit au Moyen-Orient a fait passer le prix du Brent de \$70 à plus de \$110 le baril dans les semaines qui ont suivi son déclenchement. La hausse des coûts de l'énergie a particulièrement touché les économies en développement dépendantes des importations ainsi que les ménages les plus pauvres.

La hausse des coûts de l'énergie vient s'ajouter à l'augmentation des coûts d'emprunt et à la volatilité des flux de capitaux, qui a doublé depuis le début du conflit. L'essor de l'IA comporte également des risques pour la stabilité financière, les marchés étant davantage exposés à un petit nombre d'entreprises. L'aide publique au développement, source essentielle de financement pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, devrait diminuer de près de 7 % en 2026, marquant sa troisième baisse annuelle consécutive.

Priorités d'action pour les pays en développement : privilégier les secteurs clés, diversifier les profils commerciaux et faire progresser la transition énergétique

Le choc énergétique renforce les arguments en faveur de la diversification de l'approvisionnement énergétique. Depuis 2024, les énergies renouvelables sont moins coûteuses que l'alternative la moins chère à base de combustibles fossiles dans plus de 90 % des nouvelles installations, selon le rapport.

Les sources renouvelables nationales, lorsqu'elles sont réalisables, peuvent réduire la dépendance aux combustibles fossiles importés. Le rapport soutient qu'il est plus efficace de s'attaquer aux contraintes énergétiques et d'approvisionnement pour lutter contre l'inflation alimentée par l'offre que de recourir à un resserrement généralisé des politiques monétaire et budgétaire.

À mesure que la production se spécialise sous l'effet des pressions géoéconomiques, l'intégration économique se réalise de plus en plus secteur par secteur. Cela permet à de nombreuses puissances intermédiaires du Sud global de développer des atouts dans des secteurs spécifiques tout en maintenant des liens économiques et financiers avec de multiples partenaires. Le rapport recommande de coordonner les politiques industrielles, financières et technologiques, notamment en reliant les investissements étrangers aux fournisseurs locaux et en augmentant la valeur ajoutée nationale.

Les économies émergentes du Sud global sont les piliers de la coopération régionale

Les accords régionaux pourraient élargir les marchés, réduire les coûts commerciaux et soutenir la coopération réglementaire. La Zone de libre-échange continentale africaine associe l'intégration des marchés à la diversification et aux chaînes de valeur régionales. À ses côtés, le Système panafricain de paiement et de règlement vise à connecter 42 monnaies africaines afin de réduire les obstacles aux paiements.

Pedro Manuel Moreno, Secrétaire général par intérim de la CNUCED, a souligné que « les économies émergentes du Sud global deviennent des pôles régionaux, étendant l'intégration commerciale à de nouvelles initiatives financières. Cette dynamique fonctionne mieux aux côtés d'un système commercial multilatéral qui maintient au cœur de son action la non-discrimination ainsi qu'un traitement spécial et différencié ».

Liens connexes

- [Rapport sur le commerce et le développement 2026](#)

À propos de ONU commerce et développement (CNUCED)

La CNUCED est le principal organe des Nations Unies dans le domaine du commerce et du développement. Fondée en 1964, elle soutient 195 États membres en leur fournissant des analyses et une assistance technique, et elle facilite le dialogue intergouvernemental.

Elle aide ainsi les pays en développement à tirer parti du commerce, du financement, de l'investissement et de l'économie numérique pour parvenir à un développement inclusif et durable.